



La planète brûle !

Le syndicalisme en action contre les inégalités et pour la planète !

Pour répondre à l'urgence sociale et climatique, une autre politique est indispensable. Cela passe par l'amélioration des conditions de vie et de travail, dans le respect de l'environnement.

- Assurer des services publics de qualité et de proximité sur l'ensemble du territoire
- Développer des politiques agricoles et industrielles conjuguant les enjeux sociaux et environnementaux ; création massive « d'emplois climatiques », anticiper les reconversions nécessaires en terme d'emploi et de protection des salarié.es.
- Refuser les traités de libre échange, et en premier lieu ne pas ratifier le CETA (Accord UE-Canada)
- Avoir une véritable politique publique de relocalisation de la production favorisant l'accès de toutes et tous à des produits fabriqués de façon responsables à prix réduits
- Cesser immédiatement les mesures rétrogrades écologiquement et socialement (privatisation des aéroports, suppression du train des primeurs, projet Europa city...)

L'Amazonie et la Sibérie sont en feu, le Groenland voit ses glaciers fondre, la France est en alerte canicule dès le mois de juin, et le monde constate la disparition massive de la biodiversité : nous assistons à un emballement des crises environnementales et climatiques.

Face à ces périls, l'inaction des principaux gouvernements est inacceptable : les politiques actuels des pays les plus riches conduiront à une augmentation de 3 à 4°C de la température mondiale, alors qu'il faudrait limiter cette hausse à 1.5°C pour préserver un monde viable. L'absence d'actions à la hauteur des enjeux fait craindre le pire.

Les mouvements pour le climat (manifestations, grèves, désobéissance etc) se développent en France et un peu partout dans le monde depuis ces 12 derniers mois. Les vendredi 20 et samedi 21 septembre, dans le cadre de mobilisations internationales pour le climat, des manifestations se dérouleront en France sous le mot d'ordre collectif : « climat, justice sociale : mobilisation générale ». Parce que les inégalités sociales, les discriminations, la précarité s'aggravent sous l'effet de la crise écologique, ces mobilisations doivent constituer un nouvel élan face à la catastrophe climatique. Ce doit être l'occasion que tous les citoyen-ne-s, les salarié.es, tous les jeunes inquiets pour le présent et l'avenir de la planète de se mobiliser.

Justice sociale et environnementale

La recherche effrénée du profit a pour effet de mettre en danger nos écosystèmes en dérégulant le climat et la nature sous l'intensification des rejets de gaz à effets de serre, de polluants dans l'air, l'eau et le sol. Les politiques publiques ne peuvent se contenter d'en appeler au changement de comportement individuel mais doivent être exemplaires et se doter de moyens d'agir. Il y a urgence à bifurquer vers un mode de production qui ne soit plus dépendant des énergies fossiles, mais qui favorise l'efficacité et la sobriété énergétiques.

Nos sociétés doivent faire de la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux leur priorité, et l'extension des services publics est une des réponses des plus efficaces et urgentes à mettre en œuvre. Le financement de cette transition doit permettre de corriger les inégalités sociales. Alors que les populations les plus pauvres, à l'échelle de la planète ou dans nos sociétés, sont les premières victimes du dérèglement déjà à l'œuvre, cette transition pour être juste socialement implique que les premiers responsables soient les principaux contributeurs.

**POUR L'ENVIRONNEMENT, LE CLIMAT ET LA JUSTICE SOCIALE,
LA FSU DANS LES MOBILISATIONS DU 20 AU
27 SEPTEMBRE.**